

Le ton monte sur le dossier Publifin

On se souvient de la belle unanimité des groupes politiques à l'issue de la commission d'enquête Publifin, en juillet. C'est fini, on dirait.

• **Pascale SERRET**

Les députés wallons sont d'accord sur (au moins) un point en ce qui concerne le dossier Publifin : ils ne lâchent pas l'affaire et veulent un topo du gouvernement tous les 15 jours sur le suivi des recommandations inscrites dans le rapport de la commission d'enquête. Et sur les décisions prises ou encore à prendre au sein de l'intercommunale.

Le ministre-président Willy Borsus se montre rassurant : « *Le gouvernement accomplit pas à pas, méthodiquement, le travail que le Parlement lui a confié* ». Il affirme prendre chaque élément du dossier « *très au sérieux* » et se félicite d'ailleurs du boulot abattu en seu-

lement cinq mois, puisque la majorité MR-cdH n'a surgi qu'à la fin du mois de juillet.

Il rappelle que le décret « gouvernance » a été adopté en 2^e lecture au gouvernement wallon. « *Le vote devrait venir au Parlement wallon fin mars. On aura alors un cadre global et des possibilités d'action sans commune mesure avec ce qui existait précédemment*, souligne-t-il. *Et plus de 60 des 71 recommandations concernant le gouvernement wallon sont en voie de réalisation.* »

« J'ai l'impression d'avoir été eu »

Sur les bancs des parlementaires, ce sont d'anciens membres de la commission d'enquête Publifin qui prennent la parole.

Dimitri Fourny (cdH) s'inquiète. Il semble s'attendre à tout de la part des responsables de Nethys. « *Leur premier rapport trimestriel était insuffisant, incomplet. Je vous fiche mon billet qu'on n'aura pas le deuxième à la fin de ce mois. Il faudra attendre avril pour avoir de nouveaux éléments. Oui, le gouvernement avance bien. Mais il faudra compléter avec le décret " tutelle " », dit-il.*

Or, il commence à se chuchoter dans les couloirs que le décret « tutelle » est encore au point mort.

Le socialiste Patrick Prévot s'énerve carrément face à ce qu'il considère comme de « *l'autocongratulation* » de la part du ministre-président. « *Vous ne vous êtes pas beaucoup mouillé !* » Il parlera même de « *malhonnêteté intellectuelle* ». Willy Borsus lui renverra sèchement que le PS a géré la présidence du gouvernement wallon et la tutelle sur les intercommunales pendant 156 mois. « *Avec quel bilan ?* » ironise Borsus.

Chez Écolo, Stéphane Hazée critique lui aussi le travail du gouvernement, notamment sur le remboursement des rémunérations indûment perçues par les anciens membres des comités de secteur. Il accuse le gouvernement de se résigner ou de « *se soumettre* » aux calculs de l'intercommunale « *face à des mandats quasi fictifs* ». Il répète que le remboursement réclamé ne représente que 30 % des sommes versées (nos précédentes éditions). « *J'ai l'impression d'avoir été eu. Mais je ne demande qu'à ce que le gouvernement me donne tort...* » ■